

DIAGNOSTIC CENTRE-VAL DE LOIRE

Des enjeux à l'image de la diversité de nos territoires



LES BESOINS DES PUBLICS PRIORITAIRES

Les besoins des publics prioritaires ne peuvent être étudiés en dehors de leur environnement.

Seul un cadrage général sera ainsi proposé dans ce document.

« Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la France n'a cessé de connaître des cycles de mutation de son économie, qui ont profondément modifié son tissu productif. D'une grande nation agricole, industrielle et productrice d'énergie, elle s'est dotée d'un large spectre de productions de richesses et de valeurs dans tous les segments d'activité.

Comme dans tous les pays développés, son cycle de mutation économique s'accélère : les usages numériques ou la prise de conscience environnementale font naître de nouveaux modèles économiques et de nouvelles activités, parfois en déclassant les potentiels de développement des secteurs plus matures.

Dans la même échelle de temps que la recomposition économique à l'œuvre, les progrès technologiques modifient profondément les organisations de travail et les conditions d'exercice des métiers, même les plus traditionnels d'entre eux.

Enfin, la relation au travail et au salariat entraîne des mobilités professionnelles de plus en plus fréquentes en France et en Europe. »

Source : Cadre d'élaboration État-Régions Juin 2018

C'est dans ce cadre national que le diagnostic partenarial régional s'inscrit aujourd'hui.

En effet, l'intensification de ces mouvements et transformations impacte également localement les organisations de travail, les métiers et donc les compétences attendues des actifs d'aujourd'hui et de demain.

Dans ce document, il a été pertinent de croiser les travaux déjà engagés (CPRDFOP, SRDEII, SRE) en actualisant et en mettant en visibilité les éléments de prospective et les grands enjeux régionaux. Enfin compte tenu de l'hétérogénéité et des spécificités de nos territoires, il est essentiel de compléter ce travail par une synthèse des enjeux et opportunités territoriaux réalisés à partir des indicateurs à notre disposition (cf. document « Dynamiques, évolutions de l'emploi et des compétences, publics prioritaires, offre de formation : Outillage et données mobilisables ») et en prenant en compte la diversité propre de nos territoires : Le Berry, la Frange Francilienne et l'Axe Ligérien (qui malgré les vagues de désindustrialisation, la tertiairisation, la numérisation, la robotisation, restent un découpage significatif et pertinent dans une approche des dynamiques orientation, formation, emploi et activité économique).



SOMMAIRE

LE CONTEXTE REGIONAL	3
Les éléments de prospective régionale.....	3
Une augmentation des recrutements dans l'industrie en période favorable	3
Travaux de prospective à partir de l'outils Kit de projection et de groupes de travail qualitatifs.....	3
Les enjeux régionaux identifiés.....	6
Enjeu 1 : Une nécessaire adaptation des compétences pour élever les niveaux de qualification et se positionner sur des marchés porteurs	6
Enjeu 2 : Un service renforcé vers les publics fragiles pour assurer l'égalité des chances	7
Enjeu 3 : La présentation des études sur l'insertion des publics demandeurs d'emploi suite à leur formation fait apparaître un enjeu sur l'adaptation des parcours de formation à la situation des publics	8
Enjeu 4 : L'adaptation de la carte des formations initiales professionnelles aux évolutions économiques et sociales reste un enjeu fort.....	8
Enjeu 5 : Une coordination à développer sur la formation et l'orientation tout au long de la vie	8
LES ENJEUX TERRITORIAUX	9
Le sud de la région	9
Quelles caractéristiques ?	9
Quels enjeux ?	9
Quelles opportunités ?	10
La frange francilienne :	11
Quelles caractéristiques ?	11
Quels enjeux ?	11
Quelles opportunités ?	13
L'axe ligérien :	14
Quelles caractéristiques ?	14
Quels enjeux ?	14
Quelles opportunités ?	16

EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DES LYCEES

Extrait de la publication de
l'INSEE : « INSEE Analyse
n°2 », juin 2014

À l'horizon 2025, la région accueillerait plus de 4 000 lycéens supplémentaires dans ses établissements. Le nombre des naissances, les mouvements migratoires, mais également les taux de scolarisation influent sur ces effectifs. La hausse serait de plus ou moins grande ampleur selon les territoires, forte sur l'axe ligérien et le nord de la région, plus limitée au sud. Certains périmètres, notamment dans le sud-est, pourraient voir leur nombre de lycéens diminuer. Après 2025, les évolutions sont plus difficiles à anticiper car fortement liées au comportement de la fécondité. Actuellement, les zones entourant les chefs-lieux de département, proposant une offre de formation importante et diversifiée, sont attractives et accueillent de nombreux jeunes résidant ailleurs.

LE CONTEXTE REGIONAL

Les éléments de prospective régionale

A l'horizon 2050, la région Centre-Val de Loire devrait connaître une augmentation de sa population portée quasi exclusivement par un solde migratoire positif.

Toutefois, seuls les départements de l'Indre-et-Loire, du Loir-et-Cher et de l'Eure-et-Loir seraient les seuls à enregistrer une croissance. La population du Loir-et-Cher pourrait rester stable, tandis qu'elle diminuerait dans le Cher et l'Indre.

Cette hausse globale de la population régionale s'accompagnerait d'un vieillissement accru de la population, qui atteint déjà aujourd'hui un niveau critique : le nombre d'inactifs (étudiants, retraités, ...) se rapproche du nombre d'actifs. L'Indre, le Loir-et-Cher et le Cher sont particulièrement touchés.

Une augmentation des recrutements dans l'industrie en période favorable

Les éléments de prospective économique montrent qu'en période de croissance favorable à l'horizon 2025, de nombreux secteurs industriels auront des besoins en recrutement élevés : métallurgie, fabrication de produits métalliques, fabrication de denrées alimentaires, fabrication d'équipements électriques, de machines et équipements, industrie chimique. Il s'agit d'activités économiques déjà bien présentes en région, et parfois spécifiques sur certains territoires. L'un des enjeux consiste donc à assurer le maintien des compétences spécifiques et entraînant du territoire.

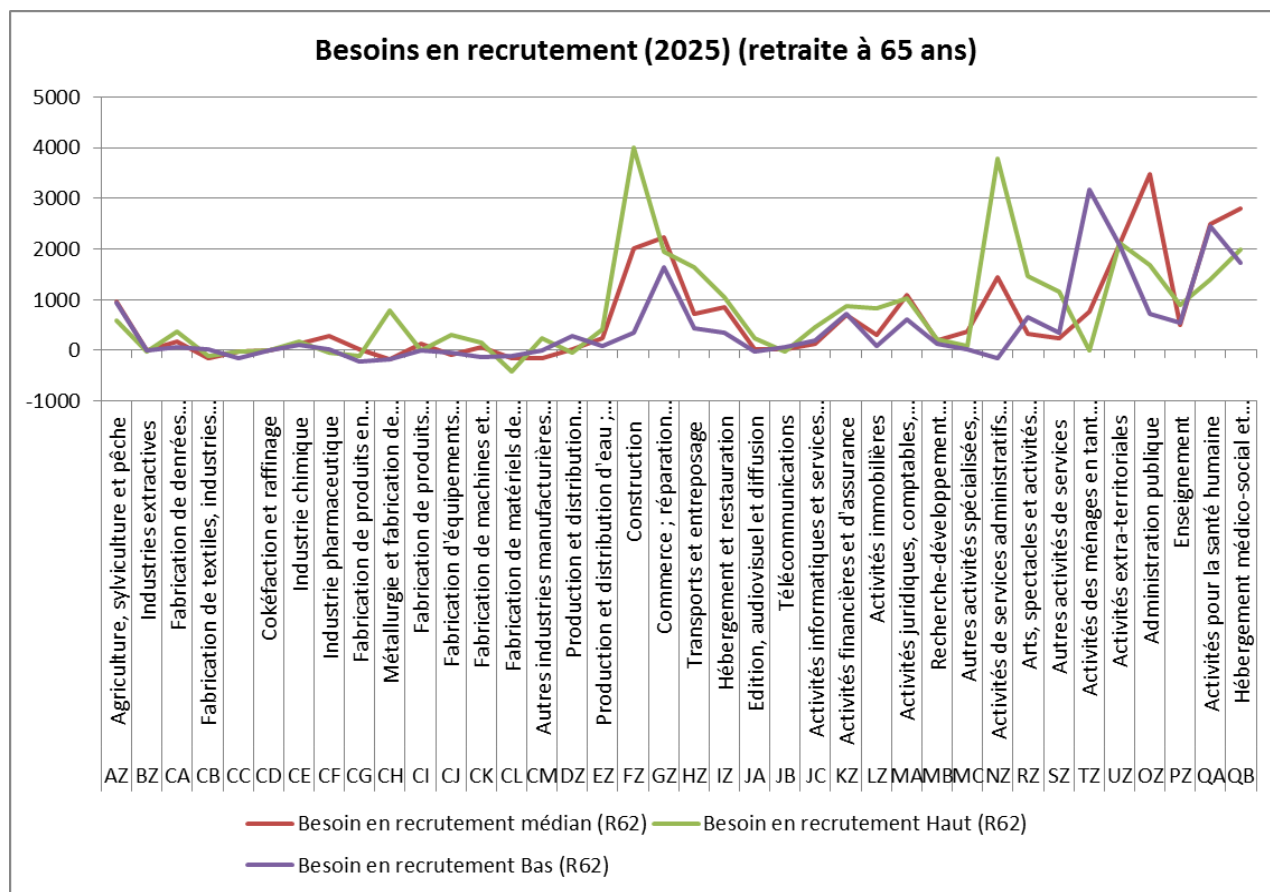
Travaux de prospective à partir de l'outil Kit de projection et de groupes de travail qualitatifs

Le kit de projection a pour objectif d'identifier les futurs besoins de recrutement d'un secteur d'activité, en s'appuyant à la fois sur différentes tendances économiques, chacune caractéristique d'une temporalité significative, ainsi que des flux de renouvellement de la main d'œuvre en activité.

A partir de cet outil et pour l'analyse de l'emploi à l'horizon 2025, l'ORFE a retenu trois périodes caractéristiques selon une hypothèse :

- 2001 / 2005 : période de croissance économique molle
- 2005 / 2007 : période de croissance franche
- 2007 / 2012 : période de crise.





Source : GIP Alfa Centre-Val de Loire – ORFE – Kit de projection

Parmi les secteurs spécifiques à la région Centre-Val de Loire, certains devraient connaître des besoins de recrutement favorables à horizon 2025. Parmi eux, deux secteurs, spécifiques à la région Centre-Val de Loire, ont fait l'objet d'un travail de prospective, à savoir :

-Transport et entreposage dont les besoins de recrutement se révèlent positifs quel que soit le scénario retenu, et ce principalement en raison d'une pyramide des âges vieillissante.

La logistique devrait voir son rôle conforté par la mondialisation, la concentration de l'industrie, de la grande distribution et les nouvelles logiques de localisation des activités TIC ; cela se traduirait par des volumes de plus en plus importants de marchandises à gérer sur des espaces et des distances de plus en plus grands, dans des délais de plus en plus courts, avec une flexibilité de plus en plus forte. Plusieurs évolutions vont modifier l'organisation et les pratiques logistiques des entreprises : la logistique collaborative, la généralisation de l'utilisation de la RFID*, la logistique d'importation intercontinentale, le développement des interfaces logistiques, le commerce électronique et le développement de la logistique urbaine. Dans le transport de marchandises, le système resterait fondé sur l'efficacité de l'acheminement massifié sur les grands axes, mais également sur la diffusion des flux sur le reste du territoire. Malgré les efforts politiques et budgétaires en faveur des modes alternatifs à la route, le rééquilibrage ne devrait pas s'opérer de façon significative. On devrait donc observer une offre plurimodale fondée sur la toute-puissance du transport routier, qui devrait se

LES FILIERES PRIORITAIRES CIBLEES PAR LES AUTRES SCHEMAS REGIONAUX

Par la Stratégie régionale pour l'emploi :

Industries agroalimentaires,
industries pharmaceutiques et
cosmétiques , industrie de l'eau , le
secteur de l'artisanat , l'ESS et plus
particulièrement les Entreprises
Adaptées et les SIAE

Par le SRDEII :

Industrie, artisanat, agriculture,
transports

Par la SRI :

Santé et cosmétique, stockage de
l'énergie, environnement, efficacité
énergétique pour le bâtiment, TIC,
tourisme.

moderniser et être rendu plus productif. De même, les nouvelles technologies de régulation du trafic devraient permettre de gérer de façon efficace un trafic croissant et de limiter les effets les plus pénalisants de la congestion. Enfin, l'activité du transport de voyageurs, fortement corrélée au prix du pétrole et à la demande de mobilité des usagers, devrait augmenter significativement. Les investissements devraient se poursuivre et se diriger vers des véhicules toujours plus propres (réglementation) et le développement de la connectivité de leur réseau en lien avec les attentes des consommateurs.

-Métallurgie et fabrication de produits métalliques dont les besoins de recrutement devraient être positifs dans le cadre d'une reprise économique.

Bien qu'il ne soit pas question de réel rééquilibrage ni de l'implantation de nouvelles unités de production, le secteur semble tirer profit d'un environnement d'affaires relativement confortable, à l'image de l'augmentation des commandes associées aux donneurs d'ordre de **l'aéronautique**.

En revanche, les performances économiques resteraient plus contrastées sur d'autres marchés, notamment dans l'automobile ou encore la construction, où les niveaux de commandes restent bien inférieurs à ceux enregistrés avant le cycle de récession amorcé dès la fin des années 2000. De plus, à horizon dix ans, le poids du recyclage et de la seconde transformation des métaux devrait s'accroître, sans oublier le développement progressif de substituts métalliques, notamment les matériaux composites.

Dans ce cadre, les acteurs du secteur devraient poursuivre la consolidation de leur réseau (coopération inter entreprise) afin de mieux appréhender l'évolution des marchés et maintenir les parts de marché, dans un contexte toujours plus concurrentiel et continuer à innover afin de garantir la diversification des débouchés sectoriels.

Toutefois, le tissu industriel régional, majoritairement composé de PME ne dispose pas spécifiquement des ressources ni des infrastructures adéquates préalables à l'émergence d'une synergie en matière d'innovation. La multiplication des fab-lab, en région, permet néanmoins la mise en lumière de nouveaux projets innovants, mais uniquement à une échelle très réduite (essentiellement pour le prototypage) et sur des marchés de niche très spécifique. Faute d'innovation et d'investissement productif majeur, le niveau de productivité ne connaîtrait pas d'évolution notable, au regard de ce scénario tendanciel. L'avènement de la fabrication additive et de ses technologies dérivées, source de convoitises depuis quelques années déjà, ne semble à priori pas faire l'unanimité parmi les professionnels du secteur. Pour bon nombre d'entre eux, ces technologies cherchent encore leur marché avec des débouchés qui restent aujourd'hui marginales.

Enfin, malgré l'arrivée progressive sur le marché de matériaux composites et autres polymères, le niveau de concurrence, notamment vis à vis de l'industrie plasturgique ne semble pas constituer une réelle problématique pour les acteurs du secteur. Ces derniers préfèrent ainsi évoquer la capacité d'adaptation des industriels de la métallurgie que d'une concurrence accrue vis-à-vis de l'industrie de la plasturgie.



LES ENJEUX D'ACCOMPAGNEMENT AUX TRANSITIONS DES AUTRES SCHEMAS

Par le SRDEII :

Sur la transition numérique :

Digitalisation des PME :

Accompagner les entreprises dans leur transition numérique (stratégie et pratiques numériques)
Mettre en réseau les différents acteurs

Développer le portail de mise en relation www.digitalpme.fr

Développer l'offre de formation liée aux métiers du numérique

Sur la transition écologique

Cible TPE/ PME :

Accroître le nombre d'entreprises formées aux nouvelles techniques de réduction de consommations énergétiques. Y sensibiliser les prescripteurs et financeurs

Diffuser les pratiques vertueuses des entreprises notamment dans les collectivités et le BTP

Amplification des contrats de progrès "CAP filières" et "filières locales"

Les filières apiculture et semence seront confortées

Amélioration et utilisation du programme de développement rural

Adapter les objectifs du SRCAE aux dernières évolutions (économiques, techniques coûts de l'énergie)

Faire coïncider les besoins en énergies renouvelables avec les ressources locales disponibles

Anticiper l'évolution du parc nucléaire à travers l'élaboration de différents scénarios

Les enjeux régionaux identifiés

Enjeu 1 : Une nécessaire adaptation des compétences pour élever les niveaux de qualification et se positionner sur des marchés porteurs

Bien qu'il n'apparaisse pas de rupture réelle des compétences requises sur notre territoire, il apparaît un besoin d'adaptation accélérée de celles-ci. L'enjeu d'adaptation passe par la mobilisation de l'ensemble des dispositifs existants autour de réseaux d'acteurs publics et privés fortement coordonnés, avec un triple objectif :

Intégrer le dynamisme économique de filières porteuses et innovantes

L'approche filière est une vision économique de la chaîne de valeur, de l'amont à l'aval, d'un produit. Elle diffère fortement de l'approche sectorielle de l'étude de l'emploi salarié. Elle sous-tend toutefois l'émergence de besoins en compétences et qualifications dans le sens où elle engendre des savoir-faire spécifiques (champ de compétences plus étendu).

Des filières porteuses se développent aujourd'hui sous la pression d'enjeux de développement durable dans le cadre de **l'économie verte**. C'est le cas de **l'écoconstruction** (filiale bois, bâtiment à faible impact énergétique, transformation de la biomasse) porteuse pour les secteurs de la construction, de l'électronique, des agro-industries, ainsi que de la métrologie.

Une approche plus responsable de la consommation met en évidence les filières touristiques et une diversification des approches commerciales : circuits courts, valorisation des territoires ruraux au travers du tourisme vert, développement des énergies renouvelables.

De même, l'évolution des **outils numériques** (notamment mise en réseau et géolocalisation) et de l'électronique embarqué transforme l'appréhension de la mobilité impactant directement les organisations, les distances, les potentiels logistiques.

Enfin, face au vieillissement accéléré de la population, la **Silver Economie** devient un enjeu majeur de réponse aux besoins de la population des seniors jusqu'aux personnes dépendantes, qui en outre est porteuse d'emploi. Au-delà des besoins mécaniques en matière de personnels de santé et d'action sociale, cette problématique renvoie également aux capacités d'accueil, à l'organisation du système de soins (maintien à domicile des personnes), de l'équipement médical, et à l'adaptation des industries pharmaceutiques qui doit de plus en plus répondre à des besoins variés et individualisés.

Le secteur de l'industrie est la plupart du temps partie prenante de l'ensemble de ces transformations.

LES ENJEUX D'ACCOMPAGNEMENT AUX TRANSITIONS DES AUTRES SCHEMAS

Par La SRE sur les transitions écologique et numérique :

Répondre aux besoins de la transition énergétique (bâtiment & industrie) et de la transition numérique (industrie, tourisme) par de nouveaux systèmes productifs et par l'adaptation des salariés.

Les actions porteront sur :

- L'impact des nouvelles technologies sur l'organisation du travail, les qualifications des salariés en poste et des nouveaux besoins de qualification (exemple de la fabrication additive) ;
- L'acquisition de compétences nouvelles pour les professionnels (sensibilisation, nouveaux matériaux, mise en œuvre et gestion des chantiers) ;
- L'accompagnement des entreprises pour qu'elles puissent répondre au marché en intégrant les nouvelles obligations de qualité ;
- La transformation des sites industriels par la nouvelle conception des systèmes de production et de nouveaux modes organisationnels ;
- La valorisation de produits et services innovants pouvant être produits en région Centre ;
- La sensibilisation des acteurs aux nouveaux usages (industriels, artisans, commerçants).

La **filière aéronautique** apparaît également porteuse d'emploi en région, même si à moyen terme, il faut s'interroger sur un effet de seuil du marché, accéléré par la montée en capacité des pays émergents sur cette filière.

Offrir à la population le « bagage » d'une insertion sociale réussie et des opportunités de parcours professionnels sur son territoire.

Au-delà de l'adaptation des compétences, les mutations organisationnelles, engendrées par les technologies de l'information et de la communication, ont fait émerger un paradoxe : d'une part, la formalisation de profils de poste fortement polyvalents, voir poly compétents, et d'autre part, la suppression d'une phase d'intégration au poste. Dans ce cadre, l'engagement des entreprises dans des démarches de montée en qualification des salariés en s'appuyant sur l'ensemble des dispositifs de formation tout au long de la vie, de gestion des emplois et des compétences devient nécessaire en complément de l'offre de formation initiale. C'est notamment à cet enjeu que cherche à répondre la loi relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale promulguée le 5 mars 2014 en créant le compte personnel de formation, le conseil en évolution professionnelle, mais en renforçant également le rôle des branches professionnelles (traçabilité des compétences) et des partenaires sociaux dans le dialogue social autour de la formation professionnelle.

S'interroger sur le développement d'un tertiaire à forte valeur ajoutée en région

La tertiarisation de l'économie régionale est moins fortement marquée qu'au niveau métropolitain. Elle est surtout engendrée par une désindustrialisation plus marquée en région. Elle profite aux femmes mais aussi de plus en plus aux hommes qui se déportent sur ces secteurs aux évolutions favorables. Toutefois, la région ne montre pas de spécificité notable sur des activités tertiaires à forte valeur ajoutée, impliquant des structures d'emploi de faible qualité (temps partiel, cdd, intérim) et une surreprésentation des emplois régionaux dans les services à la personne notamment.

Enjeu 2 : Un service renforcé vers les publics fragiles pour assurer l'égalité des chances

Le diagnostic a cherché à observer les publics fragilisés : demandeurs d'emploi, jeunes ou seniors, femmes /hommes, publics en situation de handicap au travers de leur situation sur le marché du travail ou dans le cadre de leur accès à la formation et à l'orientation. A partir des éléments analysés, l'enjeu de « l'adaptation des services » ou de leur « accès priorisé » pour ces publics dont l'accès ou le retour à l'emploi est plus difficile semble se poser. Il s'agirait de :

- Rendre disponible une offre de formation permettant de développer des compétences et de renforcer la qualification des demandeurs d'emploi, en particulier les plus fragiles : demandeurs d'emploi non qualifiés ; de longue durée ; les moins autonomes... ; pour accélérer un retour à l'emploi qui soit le plus durable possible. L'offre de formation continue doit, de manière accrue, intégrer les nouvelles compétences et permettre des entrées et sorties plus souples en faveur de parcours itératifs en formation tout au long de la vie. L'analyse de l'insertion de ces publics post formation permettra d'objectiver ces enjeux.

LES PUBLICS FRAGILES CIBLES

Par La SRE :

- Les jeunes
- Les seniors
- Les travailleurs handicapés

- Prendre en compte les publics fragilisés et particulièrement les jeunes et les seniors, en développant l'accompagnement, avec un enjeu plus prégnant pour le public jeunes. L'accès à un accompagnement post formation pourrait être un levier de réussite à envisager.

- Adopter une approche plus inclusive pour l'accès des publics en situation de handicap à l'emploi et à la formation, au regard des travaux définis dans le cadre du PRITH et dans le cadre de la gouvernance partagée. Les données disponibles existent mais restent à ce jour éparpillées.

- Adapter les services aux spécificités du territoire ou mieux territorialiser l'offre de services.

publics demandeurs d'emploi suite à leur formation fait apparaître de formation à la situation des publics

L'accompagnement des stagiaires est apparue comme un besoin pour les publics issus de la Région. L'adaptation de la formation dans son contenu et sa durée en fonction du public, l'accompagnement en cours de formation puis dans la recherche d'emploi sont à prendre en compte de façon renouvelée dans la

Informations initiales professionnelles aux évolutions économiques et

Il faut continuer à évoluer pour répondre aux évolutions démographiques attendues d'ici à 2030. Une réponse doit être apportée à la question de l'impact de ces évolutions sur

la poursuite du taux de remplissage des formations professionnelles, très fort. Des travaux sont en cours d'aller plus loin dans l'analyse d'effets éventuels sur la poursuite d'étude des

Le développement du matériel régional et les perspectives d'emploi dans l'industrie, attendues en période de croissance, sont des besoins en formation professionnelle des jeunes. La carte des formations professionnelles et des plateaux techniques dans ce domaine professionnel.

La diversité des métiers, pour élargir les choix d'orientation des filles vers un nombre plus important de métiers restent un enjeu pérenne sur lesquels les partenaires de l'éducation et de

Travailler sur la formation et l'orientation tout au long de la vie

La loi du 5 mars 2014 et la loi NOTRe de juillet 2015 modifie profondément le cadre de l'éducation et de la formation.

L'orientation et la formation tout au long de la vie fait apparaître une multitude de possibilités. **Contre les possibilités offertes de rebondir et d'évoluer tout au long**

LES ENJEUX TERRITORIAUX

Le sud de la région

Quelles caractéristiques ?

L'Indre et le Cher se démarquent des autres départements de la région puisqu'ils sont les seuls à enregistrer depuis 2010 un recul de leur population, recul lié à la fois à un déficit de naissances sur le territoire mais aussi à un solde migratoire négatif. Ces deux départements, déjà spécifiques de par leur faible densité, connaissent donc aujourd'hui un vieillissement accéléré de leur population et affichent des indices de vieillissement parmi les plus élevés de France.

Ce territoire a aussi été marqué par des **séismes industriels** très importants, notamment en lien avec une structuration de leur tissu économique autour d'industries lourdes sur ces deux départements (crise de la confection, restructuration de l'armement et de l'automobile...).

Le manque de dynamisme économique, le faible niveau de formation et de qualification de la population et le relatif enclavement des territoires se sont alors traduits par une **reconversion difficile**, entraînant un taux de chômage et un taux de pauvreté plus élevés que la moyenne.

A ce jour, bien que le Sud de la région se caractérise, en volume d'emplois salariés, par les mêmes secteurs que la moyenne régionale (commerce, transports - logistique, hébergement médico-social, construction...), ce territoire reste marqué par une forte spécificité **agricole** et **industrielle** (matériel de transport, métallurgie, textile et cuir, agro-alimentaire).

ZOOM SUR LES ZRR

Les ZRR couvrent une majeure partie de la région, dont la quasi-totalité du sud. 465 060 personnes y vivent. Malgré la superficie couverte par les ZRR, les actifs de ces territoires ne représentent que 16,9 % des actifs en région (concentration métropolitaine). Ils sont à la fois plus âgés (17 % d'actifs des ZRR ont 55 ans et plus contre 15 % en moyenne régionale) et moins formés que la moyenne régionale.

Enjeux : De mobilité pour un meilleur accès à l'emploi, à la formation et aux services sans désertifier les campagnes

Opportunité : Développer le télétravail et l'emploi à domicile par l'accès au Haut débit et le développement des compétences numériques

Quels enjeux ?

Parce que les besoins en services de la population évoluent, en lien notamment avec un indice de vieillissement conséquent ; il semble important de développer **les services à la personne** pour garantir le maintien à domicile et lutter contre l'isolement :

- *Maintenir le tissu associatif porteur de mission d'aide à la personne et garantir une formation adéquate au démarrage ainsi que la professionnalisation tout au long de la vie (montée en compétences sur les notions de dépendance)*

Parce que l'ensemble du sud régional est qualifié de ZRR ; il pourrait être intéressant de travailler aux **problématiques de mobilité**

- *Offrir aux habitants des outils leur permettant de fluidifier leurs déplacements sur le territoire et ainsi d'accéder aux services prioritaires et à l'emploi*

Parce que la population y est plus âgée, avec un plus faible niveau de formation, et que les entreprises locales sont touchées, comme les autres, par les transitions économiques en cours ; il paraît essentiel d'accompagner les actifs afin de poursuivre **le maintien dans l'emploi des seniors** :

- *Assurer une évolution des compétences pour garantir l'adaptation aux nouvelles technologies des salariés*
- *Accompagner les seniors qui souhaiteraient développer leur propre activité (le poids des seniors non-salariés étant très important dans le sud) en favorisant ainsi le maintien d'un tissu d'indépendants, d'artisans et de services de proximité en milieu rural*

ZOOM SUR LES SENIORS

La région Centre-Val de Loire est une des régions françaises où la part des seniors dans la population est la plus élevée.

L'emploi des seniors a tendance à augmenter tandis que l'ensemble des actifs occupés diminue. Les plus fortes augmentations de l'emploi des seniors ont lieu dans des secteurs tertiaires ainsi que dans l'industrie chimique et la gestion des déchets. Ces augmentations semblent plus liées au maintien dans l'emploi des seniors qu'à la création nette d'emploi.

Le sud de la région se caractérise par une proportion élevée de seniors non-salariés : 18,5 % dans le Cher, 21,5 % dans l'Indre contre 17 % en région. Ces départements, marqués par la désertification et une population vieillissante, ont un tissu économique local caractérisé par la part élevée de petits commerces, d'artisans et d'agriculteurs. Les seniors représentent près du 1/4 de la demande d'emploi.

Enjeux : Maintien et retour à l'emploi

Opportunités : Adaptation des postes de travail / Montée en compétence sur le numérique / Maintien de compétence industrielles traditionnelles nécessaire sur notre territoire / Accompagnement à la reprise d'entreprise, et formation afférentes

Parce que malgré la forte décroissance de l'emploi depuis 2008, les entreprises ont des besoins de recrutement et surtout de renouvellement de la main d'œuvre afin de maintenir leur activité ; il est nécessaire de travailler localement à **l'identification et à la clarification des besoins** pour **valoriser les métiers** auprès de la population en offrant des parcours de formation afférents :

- *Identifier les compétences et besoins des entreprises sur les métiers porteurs (sélection non exhaustive à partir de forma'diag) :*
 - Aide-soignant
 - Aide à domicile
 - Maçon
 - Dessinateur industriel
 - Plombier chauffagiste
 - ...
- *Identifier les compétences des métiers enregistrant un fort taux de renouvellement (sélection non exhaustive à partir du kit ORFE) :*
 - Ouvrier qualifié de la mécanique
 - Ouvrier qualifié du textile et du cuir
 - Technico-commercial
 - Ouvrier qualifié des travaux publics
 - Conducteur de véhicules
 - ...
- *Identifier les compétences des métiers qui pourraient être fortement impactés par les transitions en cours (sélection non exhaustive à partir de l'étude nationale du COE) :*
 - Vendeur
 - Ouvrier qualifié de la manutention
 - Employé et agent de maîtrise de la manutention
 - Cuisinier
 - Ouvrier qualifié des industries de process
 - ...

Quelles opportunités ?

A ce jour, le sud de la région est encore peu identifié comme un territoire touristique. Cependant, ce dernier possède de nombreux atouts (Parc naturel de la Brenne, proximité de l'Ile de France...) lui permettant de développer des activités autour du **tourisme vert** comme l'Auvergne ou le Jura. Cela pourrait modifier structurellement les emplois locaux en dynamisant le secteur de l'hôtellerie, de la restauration, ainsi que les métiers d'accueil et d'animation culturelle...

Bien qu'ayant connu de fortes vagues de désindustrialisation, le sud de la région continue de compter sur quelques **fleurons industriels**. Certains secteurs sont d'ailleurs en plein développement et représentent de nouveaux marchés potentiellement porteurs pour l'économie régionale, et c'est notamment le cas de la **maintenance aéronautique**. Un accompagnement particulier de ces fleurons en termes d'emploi et de compétences peut constituer un atout pour permettre aux structures locales de maintenir leur part de marché voire d'en gagner, et ainsi de participer à leur développement ainsi qu'au dynamisme local via les effets induits.

Enfin, et grâce à un foncier disponible et peu cher, il peut être envisagé **d'attirer de nouvelles structures** localement. Néanmoins, cela nécessitera de pouvoir garantir les infrastructures nécessaires au développement de nouvelles activités économiques (haut débit et fibre optique, télétravail, développement du travail non salarié, nouvelles formes d'emploi...)

ZOOM SUR LES QPV

En Centre-Val de Loire, 6 % de la population habitent un quartier de la politique de la ville. La moitié des quartiers comptent moins de 2 000 habitants. Si tous les quartiers ont été identifiés comme abritant une population en difficulté, ils ne présentent pas tous le même profil démographique et les difficultés rencontrées par leurs résidents ne sont pas de même nature.

On distingue trois profils de quartiers.

- Dans les premiers, majoritairement présents sur la frange francilienne, les familles nombreuses sont surreprésentées et les situations d'emploi précaire plus fréquentes.

- Dans les deuxièmes, les habitants, qui bénéficient du dynamisme économique de leur agglomération, sont plus souvent en activité et reçoivent moins d'aides de l'État.

- Enfin, principalement dans le sud et l'agglomération tourangelle, la région abrite une troisième classe de quartiers dans lesquels la population, bien que plus précaire, présente un profil proche de son environnement.

En 2017, 28 184 demandeurs d'emploi résidant en QPV sont enregistrés à Pôle emploi, soit 13 % de la demande d'emploi annuelle totale. Près de 31 % ont un niveau de formation Vbis et VI (contre 16 % parmi les demandeurs d'emploi non résident en QPV).

Enjeux : Accès à la formation et particulièrement acquisition des compétences de base / Accès à l'emploi / Mobilité

Opportunités : imaginer des actions avec les acteurs des QPV (associations culturelles et sportives, CCAS...) pour capter les NEETs des QPV

La frange francilienne :

Quelles caractéristiques ?

La frange francilienne (Dreux, Chartres, Pithiviers, Gien, Montargis) est un territoire qui apparaît dynamique démographiquement et ce principalement grâce à un solde naturel positif. C'est grâce à cela que cette zone enregistre une forte part de jeunes dans sa population et enregistre de fait un indice de vieillissement parmi les plus bas de la région (avec néanmoins une exception pour l'est du Loiret).

Cependant, malgré ce dynamisme démographique et le faible taux de pauvreté engendrés par la périurbanisation parisienne (salaires plus élevés des familles dont les emplois sont occupés en Ile de France), ce territoire présente de fortes fragilités socio-économiques, notamment en lien avec des **restructurations industrielles importantes**.

En effet, ce territoire s'est développé dans les années 70 grâce aux décentralisations en provenance d'Ile de France, principalement d'ateliers de **production d'industrie à haute technologie** ou à forte valeur ajoutée (notons que les sièges sociaux sont peu nombreux à avoir quitté l'Ile de France). Malheureusement, ces industries technologiques n'ont pas toutes réussi à préserver l'emploi et ont profondément souffert des mutations de l'économie mondialisée : Philips, Maury Imprimeur, Faurecia, Ibiden, V2Pharm...

Malgré cette décroissance de l'emploi productif, la frange francilienne reste un territoire **industriel** (pharmacie, cosmétique, équipement électrique, caoutchouc, imprimerie) et **agricole** (grande culture de Beauce).

Quels enjeux ?

Parce que le territoire compte de nombreuses poches de pauvreté, il serait intéressant de travailler à **la captation des publics** pour les accompagner au mieux :

- *Enjeux sur les QPV présents sur l'ensemble des territoires de la frange francilienne (d'ailleurs non ZRR) – 20 % de la DEFM en Niv 6 et 5b*
- *Enjeux sur les Neets*

Parce que très dépendant de l'Ile de France, il faut adopter une nouvelle approche du marché du travail local en **renforçant les liens en dehors des frontières administratives** :

- *Travailler en fonction de la diversité des publics dans leur capacité de mobilité*

ZOOM SUR LES NEETS

Sont étudiés ici : les jeunes de 15-25 ans ni en étude, ni en emploi, ni en formation qui regroupent, au sens du recensement, les chômeurs, mais aussi les personnes au foyer et les autres inactifs.

56 066 jeunes de 15-25 ans de la région Centre-Val de Loire ne sont ni en formation, ni en emploi (jeunes non insérés), soit 18,1 % des jeunes.

74 % des jeunes non insérés de 15-24 ans de la région sont chômeurs et 24 % inactifs. Les hommes représentent 51 % des jeunes non insérés

Parmi les jeunes non insérés, il faut distinguer :

- ceux ayant quittés précocement le système éducatif

63,5 % des jeunes de 15-25 ans non insérés n'ont aucun diplôme ou ont obtenu un CAP-BEP. Ils sont fortement exposés aux difficultés d'insertion dans l'emploi et à l'exclusion sociale.

- ceux temporairement éloignés du marché du travail

36,5 % des jeunes de 15-24 ans non insérés ont obtenu un diplôme supérieur au niveau V de formation. Ces jeunes ne sont que temporairement éloignés du marché du travail.

Pour la grande majorité en recherche d'emploi, l'enjeu est essentiellement d'écourter la durée du chômage en accédant à des emplois durables en adéquation avec leur niveau de qualification. Les autres font le choix de l'« inactivité » dans cette étape de transition entre les études et la vie active.

Par le jeu territorialisé des déterminants économiques et sociaux, leur poids relatif varie de près de 10 points selon les zones d'emploi. Les zones les plus fragilisées étant : Saint-Amand-Montrond (25,2 % des jeunes de 15-25 ans sont des NEETs), Vierzon, Romorantin, Gien, Châteaudun, Pithiviers, Montargis et Dreux. Les trois zones enregistrant la part la plus élevée de jeunes non insérés (Saint-Amand, Romorantin et Vierzon) sont des zones d'industrie anciennes au sud de la région. Elles présentent un vieillissement de la population plus prononcé qu'en région. Le solde migratoire des jeunes est négatif et la part de ces derniers dans la vie active diminue. Les très fortes diminutions d'emploi dans l'industrie ne doivent pas cacher des problèmes de renouvellement de main d'œuvre dans ce secteur du fait de l'augmentation des départs en retraites. Par ailleurs, le développement des services à destination des personnes âgées dépendantes apparaît comme un enjeu majeur. Dans ces zones d'emploi, la part de la population non scolarisée ayant un niveau de formation inférieur au niveau V est de 5 à 10 points supérieure à la région. Les jeunes les moins qualifiés et les moins mobiles sont confrontés à un désajustement qualitatif entre offre et demande d'emploi¹⁵, leur niveau de qualification et de formation ne correspondant pas aux emplois offerts.

Enjeux : Captation des publics et d'inclusion sociale pour les NEETS qui ne sont pas chômeurs / Accès à la formation et à l'emploi pour les chômeurs

Opportunités : Travailler avec les acteurs de l'ESS / cohésion sociale sur les territoires / Lutter contre le décrochage / Mobilité

Parce que les entreprises ont des besoins de recrutement à court, moyen et long terme ; il est nécessaire de **travailler localement à l'identification et à la clarification des besoins** pour valoriser les métiers auprès de la population en offrant des **parcours de formation afférents** :

- *Travailler avec les entreprises (TPE – PME – sous-traitantes) à l'identification des besoins à court terme car :*
 - *Les entreprises sont parfois freinées dans leur croissance en raison de difficultés à trouver les bonnes compétences sur le marché du travail.*
Quelques métiers porteurs (sélection non exhaustive à partir de forma'diag) :
 - *Commercial*
 - *Technicien et agent de maîtrise de la maintenance*
 - *Tuyauteur*
 - *Conducteur de véhicules*
 - *Aide à domicile*
 - *Les activités déjà présentes proposent parfois des volumes conséquents d'emplois mais sur des besoins qui restent mal identifiés et sur lesquels les acteurs de l'orientation, de la formation et de l'emploi ne peuvent avoir un rôle d'intermédiation positif.*
- *Travailler avec les entreprises (TPE – PME – sous-traitantes) à l'identification des besoins à moyen et long terme notamment au regard des orientations politiques de positionnement sur certaines activités (Pôle numérique dans l'Eure-et-Loir...)*

Quelles opportunités ?

Déjà dotée d'activités à haute valeur ajoutée, la frange francilienne dispose également de nombreuses opportunités en termes de stratégie économique :

Développement de nouvelles activités

Développement de la chimie verte

Transformation des matières premières produites en région dans les grandes cultures (biomasse – biotextiles...)

...

Positionnement sur de nouvelles technologies

Développement et stockage des énergies renouvelables

...

Cependant, ce développement devra être **pensé au regard du système économique global national** pour ne pas souffrir d'une **concurrence accrue de territoires** plus attractifs se positionnant sur les mêmes activités. (Pôle numérique sur Nantes vs Pôle numérique sur Chartres)

Enfin, ces différentes opportunités devraient se traduire par des **besoins de compétences propres et spécifiques**, qui impliqueront l'identification des bonnes certifications et éventuellement l'adaptation de modules de formation complémentaires.

L'axe ligérien :

Quelles caractéristiques ?

L'axe ligérien est l'axe structurant de la région Centre-Val de Loire. Il se compose d'ailleurs de trois chefs-lieux de département, dont les deux plus grandes agglomérations de la région.

Il s'agit du territoire le plus dynamique d'un point de vue démographique avec une croissance de la population sur l'ensemble des zones d'emploi qui le compose, croissance quasi exclusivement portée par le solde naturel.

C'est aussi, comme la frange francilienne, un territoire sur lequel, à l'exception du département du Loir-et-Cher, on enregistre une forte part de jeunes et un poids des seniors plus faible que la moyenne régionale.

C'est un territoire qui se caractérise également par un **tissu économique diversifié** et dynamique (les taux de création d'entreprises sont parmi les plus élevés du pays). Néanmoins, l'Orléanais et la Touraine apparaissent fortement spécifiques dans le tertiaire marchand. Ainsi, c'est sur ces territoires que ressortent les activités informatiques et services d'information, la recherche et développement...

C'est d'ailleurs grâce à cette diversité et cette spécificité, qu'à l'inverse des autres territoires régionaux, l'Insee considère qu'est présent **un équilibre des métiers** sur l'axe ligérien, contrairement au reste de la région qui se caractérise par une forte empreinte industrielle. Ainsi, sont spécifiques du territoire, des métiers de cadre de la banque et des assurances, d'ingénieur informatique, de médecin, de cadre du bâtiment...

Néanmoins, il est important de noter que ces spécificités sont sur des volumes d'emploi aujourd'hui très faibles et que les **principaux métiers de ce territoire** restent les métiers d'agent d'entretien, de conducteur de véhicules, de vendeur, d'employé administratif de catégorie C, d'aide-soignant...

Quels enjeux ?

Parce que bénéficiant d'une offre de formation complète et notamment de deux universités, un **désajustement à la hausse des qualifications est un véritable risque sur l'axe ligérien**. En effet, certaines études montrent déjà que le déséquilibre sur le marché du travail n'est pas uniquement lié à une pénurie de compétences mais peut aussi, parfois, être expliqué par un excédent de ces dernières ne répondant pas aux besoins des entreprises locales (la région Centre-Val de Loire se caractérisant principalement par des besoins de qualification intermédiaires).

- Communiquer sur les métiers du territoire et les opportunités locales
- Valoriser l'ensemble des niveaux de formation au regard des qualifications de chacun
- Dé-jumeler les notions de compétences et de formation

Parce que l'axe ligérien compte désormais deux métropoles, il est essentiel de **travailler au développement d'un tertiaire à forte valeur ajoutée**. En effet, aujourd'hui la région peine à redémarrer, et décroche d'un point de vue de la création de richesse, car l'essentiel des services à haute valeur est aujourd'hui happé par la région parisienne.

- Profiter de la reprise et d'un dynamisme économique pour identifier des activités sur lesquelles la région pourrait se positionner (ou travailler conjointement avec d'autres régions sur une organisation partagée du travail ; ex : création numérique sur Paris et développement – codage en région / Sous réserve d'un déploiement suffisant de la fibre) et assurer la chaîne complète orientation, formation emploi, développement économique.

Parce que non délocalisable, **l'emploi touristique** est un véritable enjeu pour le développement régional. En effet, l'axe ligérien possède un atout majeur, les châteaux de la Loire, et bénéficie d'une renommée internationale. C'est donc en poursuivant les efforts actuels et en améliorant « l'expérience utilisateur » que le poids du tourisme en région viendra doper la croissance économique locale

- *Faire évoluer les compétences des salariés pour répondre aux nouveaux besoins des clients*
- *Offrir une formation calibrée et plus en adéquation avec les besoins des professionnels*
- *Identifier les compétences induites par le positionnement voulu de la région dans le domaine de l'art de vivre pour former aux compétences de demain*

Parce que l'axe ligérien concentre l'essentiel de la population et de l'emploi régional, il persiste un enjeu majeur en termes de volume de **renouvellement sur les compétences structurantes** du territoire. En effet, si le renouvellement de l'emploi sur cet axe n'est pas assuré, cela pourrait générer des effets d'entraînement négatifs sur l'ensemble du territoire régional.

- *Identifier les secteurs et filières enregistrant les besoins de recrutement les plus importants à venir pour les accompagner dans leur gestion prévisionnelle des emplois et des compétences*
 - *Commerce*
 - *Transport Logistique*
 - *Activité de services administratifs et de soutien (intérim et centre d'appel - sécurité)*
 - *Industrie agro-alimentaire*
 - *Fabrication de matériel de transport*
 - *...*

Parce que les entreprises ont des besoins de recrutement à court, moyen et long terme ; il est nécessaire de travailler localement à **l'identification et à la clarification des besoins pour valoriser les métiers** auprès de la population en offrant des **parcours de formation afférents** :

- *Travailler avec les entreprises (TPE – PME – sous-traitantes) à l'identification des besoins à court terme car :*
 - *Les entreprises sont parfois freinées dans leur croissance en raison de difficultés à trouver les bonnes compétences sur le marché du travail.*
Quelques métiers porteurs (sélection non exhaustive à partir de forma'diag) :
 - *Aide à domicile*
 - *Cuisinier*
 - *Agent d'entretien*
 - *Serveur*
 - *Ingénieur et cadre d'études et R&D – Chef de projet informatique*
 - *...*
 - *Les activités déjà présentes proposent parfois des volumes conséquents d'emplois mais sur des besoins qui restent mal identifiés et sur lesquels les acteurs de l'orientation, de la formation et de l'emploi ne peuvent avoir un rôle d'intermédiation positif.*
 - *Manutentionnaire*
 - *Conducteur de véhicule*
 - *Technico-commercial*
 - *Employé de maison*
 - *...*
- *Travailler avec les entreprises (TPE – PME – sous-traitantes) aux passerelles envisageables et aux évolutions de compétences des salariés positionnés sur des postes qui risquent d'être fortement impactés par les transitions en cours.*
 - *Caissier*
 - *Comptable*
 - *Employé de banque et d'assurance*
 - *Secrétaire bureautique et de direction*
 - *...*

ZOOM SUR LES TH

En Centre –Val de Loire, plus de 3300 établissements du secteur privé et établissements publics à caractère industriel ou commercial (Epic) sont assujettis à cette obligation (OETH). Ils emploient, en 2015, près de 13 835 travailleurs handicapés (soit 8 515 ETP) bénéficiaires de la loi. Le taux d'emploi direct s'élève à 3,7 %.

Plus d'un bénéficiaire sur deux est employé dans un établissement du secteur tertiaire (55 % en 2015). Les secteurs du commerce, du transport et de l'hôtellerie-restauration regroupent à eux seuls près de 23 % des bénéficiaires.

Les bénéficiaires sont surreprésentés dans l'industrie (38 %) qui compte davantage de grands établissements pour lesquels l'obligation de 6 % pèse davantage. 51 % des bénéficiaires ont 50 ans et plus.

Enjeux : Accès et maintien en emploi

Opportunités : Diversifier l'accès à l'emploi par une meilleure Identification des secteurs d'activité et métiers porteurs pour les travailleurs handicapés (Action PRITH 2018-2020)

Quelles opportunités ?

Parallèlement aux enjeux spécifiques du territoire, l'axe ligérien pourrait saisir de nouvelles opportunités.

Tout d'abord en déployant de nombreux efforts dans **le développement d'une économie circulaire** robuste, en s'appuyant sur la présence d'une population importante, d'un pôle de consommation dense, et d'une présence industrielle permettant la revalorisation des produits. Une telle économie pourrait in fine se traduire comme l'évoque l'OCDE par le besoin de nouvelles compétences basées sur la connaissance et le traitement des nutriments biologiques devant ré-entrer dans la biosphère et les entrants techniques conçus pour être recyclés. L'expérimentation de démantèlement de vélo sur le 41 s'inscrit dans cette logique.

Ensuite et surtout en saisissant **les champs de spécialisation intelligente de la région** : bâtiment intelligent, santé, préservation de l'environnement (Val de Loire), instrumentation et mesure ... lui permettant de saisir de nouveaux marchés de niches et ainsi d'entraîner le reste de l'économie territoriale et régionale dans un cercle vertueux de développement.

Enfin, compte tenu de la diversité des métiers, et des enjeux de diversification des accès à l'emploi pour **les publics en situation de handicap**, un travail spécifique sur l'axe Ligérien pourrait être intéressant.